



Assemblée générale

Distr. générale
12 septembre 2007
Français
Original : anglais

Soixante-deuxième session

Point 47 de l'ordre du jour provisoire*

Le sport au service de la paix et du développement

Le sport au service de la paix et du développement : progrès et perspectives

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 61/10 dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution et des progrès enregistrés aux niveaux national, régional et international pour encourager les politiques et les pratiques optimales liées au sport au service du développement et de la paix, conformément aux directives énoncées pour le Plan d'action triennal contenu dans le rapport du Secrétaire général (A/61/373).

Le présent rapport examine les initiatives et programmes mis en œuvre, depuis l'adoption de la dernière résolution, par les États Membres, les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi que les autres partenaires se servant du sport comme moyen de promouvoir la paix et le développement. L'accent est mis en particulier pendant la période couverte par le rapport sur le rôle du sport en tant qu'élément du processus de consolidation de la paix.

* A/62/150.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Conventions internationales	4–5	3
III. Partenariats et initiatives	6–66	4
A. États Membres de l'Organisation des Nations Unies	7–26	4
B. Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix	27–37	10
C. Fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies	38–53	13
D. Organisations gouvernementales et non gouvernementales	54–61	18
E. Les organisations sportives	62–66	20
IV. Le sport au service de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits	67–70	21
V. Enseignements tirés	71	22
VI. Action future	72	23

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 61/10 dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution et des progrès enregistrés aux niveaux national, régional et international pour encourager les politiques et les pratiques optimales liées au sport au service du développement et de la paix.

2. Dans son rapport intitulé « Le sport au service de la paix et du développement : les perspectives d'avenir » (A/61/373), le Secrétaire général a présenté un plan d'action visant à développer et à renforcer les partenariats entre l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements, les organisations sportives et le secteur privé. Toutes les parties prenantes ont été instamment priées de relever les défis et d'agir dans quatre grands domaines : a) élaborer un cadre mondial commun pour le sport au service de la paix et du développement; b) promouvoir et appuyer l'intégration systématique et la prise en compte du sport au service du développement et de la paix en tant qu'instrument dans les plans et politiques de développement; c) renforcer la coordination afin de promouvoir des mécanismes de financement novateurs et des accords faisant appel à divers partenaires à tous les niveaux, notamment la participation d'organisations sportives, de la société civile, d'athlètes et du secteur privé; d) mettre au point et promouvoir des outils communs d'évaluation et de suivi, des indicateurs et des critères fondés sur des normes arrêtées d'un commun accord en vue d'intégrer le sport au service du développement et de la paix.

3. Le présent rapport contient un résumé des mesures prises au cours de la première année du plan d'action triennal pour exécuter des programmes et projets sportifs au service du développement et de la paix et pour y intégrer des activités de mobilisation et de communication. Il montre en particulier que le sport peut contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et instaurer la paix; que l'Année internationale du sport et de l'éducation physique célébrée en 2005 a créé une forte dynamique et que le Bureau des Nations Unies pour le sport au service de la paix et du développement, sous l'égide du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix, a permis dans une large mesure de faire connaître l'Organisation des Nations Unies à un grand nombre de personnes dans le monde.

II. Conventions internationales

4. À sa trente-troisième session, la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a adopté, à l'unanimité, la Convention internationale contre le dopage dans le sport le 19 octobre 2005. La Convention, qui a pour objet de promouvoir l'action préventive et la lutte contre le dopage dans le sport, en vue de son élimination, est entrée en vigueur le 1^{er} février 2007. L'UNESCO a pu assurer l'entrée en vigueur rapide de la Convention grâce à l'appui du Bureau des Nations Unies pour le sport au service de la paix et du développement et d'autres parties prenantes. Actuellement, 64 États membres de l'UNESCO ont adhéré à la Convention, et tous les autres pays sont invités à devenir parties à la Convention.

5. La Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont été ouverts à la signature de tous les États Membres au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 30 mars 2007. L'article 30 de la Convention stipule que les États parties prennent les mesures appropriées pour promouvoir la participation des handicapés aux activités sportives ordinaires et à des activités sportives et récréatives qui leur soient spécifiques et pour faire en sorte que les enfants handicapés puissent participer, sur la base de l'égalité avec les autres enfants, aux activités récréatives et sportives.

III. Partenariats et initiatives

6. La communauté internationale s'est engagée dans la Déclaration du Millénaire à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. La célébration de l'Année internationale du sport et de l'éducation physique en 2005 a mis en évidence le pouvoir du sport dans ses nombreuses dimensions, ainsi que l'intérêt qu'il présente, au niveau mondial, en tant que facteur pouvant contribuer de manière significative à la paix et au développement, ce qui montre le rôle qu'il peut jouer pour atteindre les objectifs du Millénaire. Cette dynamique s'inscrit maintenant dans le Plan d'action triennal qui offre un cadre permettant au système des Nations Unies, aux États Membres, au monde du sport et aux autres partenaires de faire fond sur les réalisations de l'Année. Il s'agit d'une stratégie visant à mieux intégrer le sport au programme de développement; à inclure le sport dans les programmes en faveur de la santé, de l'éducation, de la paix et du développement; à se servir du sport pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à accorder une attention plus grande et des ressources plus importantes au sport au service de la paix et du développement.

A. États Membres de l'Organisation des Nations Unies

7. En adoptant à l'unanimité la résolution 61/10, les États Membres ont confirmé qu'ils souscrivaient à l'idée du sport au service de la paix et du développement. La dynamique créée par l'Année internationale du sport et de l'éducation physique a permis aux États Membres de continuer à mettre en œuvre des initiatives et d'adopter des politiques ou stratégies nationales pour promouvoir le sport au service de la paix et du développement. Les États Membres ont fourni l'assistance et les directives nécessaires pour que les initiatives soient coordonnées, en particulier en ce qui concerne les représentants des Nations Unies dans le pays concerné.

8. Le Groupe des amis du sport au service du développement et de la paix, groupe ouvert à tous les pays, composé de 28 représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, institué par la Suisse et la Tunisie en janvier 2005 et présidé par les Représentants permanents de la Suisse et de la Tunisie auprès de l'ONU, a continué de se réunir régulièrement. Il encourage les États Membres à intégrer activement le sport dans leurs politiques de coopération et de développement internationales en appliquant les résolutions pertinentes de l'ONU.

9. En juillet 2007, le Secrétaire général a, dans une note verbale, demandé aux États Membres de mettre en œuvre le Plan d'action dans les domaines suivants : stratégies, politiques, législation, programmes adoptés et partenariats établis et

assistance fournie pour renforcer les capacités, l'échange d'informations sur les pratiques optimales et les expériences nationales. Il leur a également demandé dans quelle mesure le sport servait à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et les a invités à examiner les efforts faits pour mettre en œuvre la Convention internationale contre le dopage dans le sport. Au 15 août, les pays suivants avaient envoyé des informations : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Belgique (Communauté flamande), Cuba, Chypre, Danemark, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Irlande, Japon, Liechtenstein, Philippines, Qatar, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

10. Il convient de souligner que les informations contenues dans la présente section se fondent uniquement sur les réponses reçues, qui représentent un échantillon des activités menées par les États Membres pour appliquer la résolution 61/10 de l'Assemblée générale.

1. Efforts nationaux en vue de mettre en œuvre les initiatives sportives au service de la paix et du développement

a) Politiques/stratégies

11. L'Australie, dans le cadre de son Programme de promotion du sport lancé en 2005, continue de mener des activités, à l'échelon international, pour mettre le sport au service du développement. L'Autriche a donné la priorité au sport au service de la paix et du développement dans sa politique sportive depuis qu'elle a assumé la présidence de l'Union européenne au cours du premier semestre de 2006, et a demandé à la Commission européenne d'incorporer le sport au service de la paix et du développement dans le Livre blanc sur le sport. Le Bangladesh a créé le Conseil national des sports et formulé un certain nombre de politiques et stratégies pour promouvoir le sport, grâce aux 39 comités nationaux membres des différentes fédérations internationales. Le Bélarus encourage la culture physique et le sport pour promouvoir la santé des populations grâce à la participation des organisations nationales. La Belgique (le Ministère flamand des sports) s'emploie à sensibiliser davantage l'opinion et à prendre des mesures pour promouvoir la paix et accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le sport. La politique sportive cubaine a pour objet de favoriser une prise de conscience accrue de l'importance du sport et de ses rapports avec la qualité de vie des citoyens.

12. Pour la République tchèque, le sport et la culture sont des instruments permettant de promouvoir la paix, le respect des droits de l'homme, la solidarité et la mobilisation des citoyens. Chypre met en œuvre des programmes concrets visant à promouvoir la paix grâce au sport. Le Danemark s'est fixé des priorités et a défini des stratégies en ce qui concerne des questions précises dans le domaine du sport et coopéré avec des organisations sportives. L'Allemagne s'est engagée à promouvoir la paix et l'intégration par le sport, en prenant part à l'Année internationale du sport et de l'éducation physique et en finançant 24 projets pilotes en 2005 et au-delà. La Grèce se sert du sport pour renforcer une culture de coexistence pacifique dans la région de l'Europe du Sud-Est. La Finlande a créé un mécanisme interministériel de coopération pour élaborer des politiques et stratégies sportives. L'Irlande s'emploie à trouver des solutions à des problèmes sociaux tels que le racisme et le sectarisme en adoptant des politiques sportives. Le Japon encourage la pratique sportive et

l'éducation physique aux échelons régional et international dans le cadre de ses organismes nationaux. Le Liechtenstein appuie les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour faire du sport un instrument de paix et de développement par le biais de son programme de coopération humanitaire internationale.

13. L'ex-République yougoslave de Macédoine prévoit de créer une infrastructure sportive au cours des cinq prochaines années dans le cadre d'une stratégie sportive nationale. Les Philippines ont intensifié leur campagne ayant pour thème « Les sports pour tous » en lançant une série de programmes universitaires organisés par l'Institut philippin des sports. Le Qatar a organisé des activités regroupant des athlètes, des fonctionnaires et des universitaires sur des thèmes portant sur le sport. La Roumanie s'emploie à renforcer les rencontres sportives et les échanges internationaux pour consolider ses relations diplomatiques avec les autres pays. La Fédération de Russie encourage la population à participer aux activités sportives et à la culture physique, en particulier en organisant des programmes sportifs internationaux pour les jeunes afin de promouvoir la tolérance et le respect de la diversité, et afin de préserver les jeunes des diverses influences néfastes. Le nouveau Ministère serbe de la jeunesse et des sports met l'accent sur l'institutionnalisation de politiques sportives. La Slovénie se sert du sport et des activités physiques pour promouvoir des modes de vie sains et une bonne alimentation. L'Afrique du Sud s'appuie sur le sport pour promouvoir le développement des collectivités locales.

14. La Suisse s'efforce de renforcer les capacités stratégiques, politiques et opérationnelles des intervenants dans le domaine du sport et du développement. La Thaïlande encourage le sport et l'éducation physique pour bâtir une nation harmonieuse et unie, en encourageant simultanément l'excellence et le professionnalisme dans le domaine sportif conformément aux normes internationales. La Tunisie a alloué plus de 5 millions de dollars à l'élaboration d'une politique sportive et sanitaire et organisé la Conférence internationale sur le sport et la santé, en marge de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique en 2005. L'Uruguay a mis l'accent, dans sa politique sportive, sur la promotion de l'intégrité sociale dans le cadre d'activités socio-éducatives. Les États-Unis utilisent le pouvoir du sport, des échanges sportifs et des subventions sportives pour renforcer les contacts diplomatiques personnels. La République bolivarienne du Venezuela mène d'importantes activités à l'intention des enfants et des femmes enceintes, en se servant du sport et de l'éducation physique qui sont d'importants indicateurs du développement humain.

b) Législation

15. Le Bélarus a adopté une législation et mis en place le mécanisme économique nécessaire pour développer la culture physique et le sport de manière à promouvoir la santé en définissant le rôle et la participation des organisations nationales. Au Danemark, la loi sur les jeux et la loterie fixe les crédits alloués aux organisations sportives, qui jouissent d'une grande autonomie vis-à-vis de l'État. L'ex-République yougoslave de Macédoine compte modifier la loi sur les sports d'ici à août 2008 de manière à promouvoir le développement des sports et à améliorer les dispositions conformément aux normes européennes. La Serbie a adopté la loi sur le sport en 1996 dont la version récemment modifiée est prête à être adoptée par l'Assemblée nationale.

c) Programmes

16. L'Australie poursuivra son programme d'élargissement de l'accès au sport jusqu'en juillet 2011. L'Autriche appuie notamment des projets de football pour les enfants des rues en Équateur et de tennis de table pour les enfants des rues du monde entier planifiés par l'organisation non gouvernementale autrichienne Jugend Eine Welt – Don Bosco Aktion Österreich. Le Bangladesh a organisé des programmes d'entraînement de courte durée pour des équipes de football et de hockey du Bhoutan et du Myanmar. La Belgique a lancé le plan d'action flamand sur l'égalité des chances pour combattre la discrimination fondée sur le sexe, l'identité sexuelle et le manque d'accessibilité physique. Le programme cubain spécial d'éducation physique a permis de former plus de 30 000 enseignants. Le programme finlandais d'aide au développement des sports exécute actuellement un projet sur l'éducation par le sport. L'Allemagne a créé un budget spécial pour soutenir des projets nationaux et internationaux sur l'intégration des migrants. La Grèce, en coopération avec le Royaume-Uni, a lancé le projet More than Medals – Absolutely Mental pour autonomiser les jeunes dans la région du sud-est de l'Europe.

17. L'Irlande a entamé son projet de football pour tous afin de combattre le racisme et le sectarisme et lancé une initiative de paix transfrontière (the Dunfield Project). Les projets d'aide publique au développement du Japon sont réalisés par l'intermédiaire du programme de coopération technique des associations locales, de Japan Overseas Cooperation Volunteers et de Senior Volunteers, ainsi que du Cultural Grant Aid. Le Liechtenstein a appuyé un programme de formation au Kosovo (Serbie). L'Organisation macédonienne de la jeunesse est en train de construire 35 stades et 50 terrains de football dans le cadre du projet 100 Sport Venues. Les Philippines proposent des modules à niveaux multiples et des programmes d'octroi de certificats en matière de sport. La Slovénie a mis en œuvre des programmes annuels pour lutter contre la violence, la discrimination et l'exclusion sociale et pour favoriser la compréhension mutuelle et le dialogue interculturel et interreligieux dans le milieu sportif et dans les écoles primaires et secondaires. Le Qatar a organisé des courses pour enfants et accueilli un tournoi de tennis de table auquel des pays voisins ont été invités à participer.

18. La Roumanie a commencé à appliquer sa stratégie générale sur le sport et l'éducation physique pour 2005-2008. La Fédération de Russie met l'accent sur les préparatifs des Jeux olympiques d'hiver et des Jeux paralympiques à Sochi en 2014 dont elle veut garantir le succès. L'Afrique du Sud mène depuis 2004 le Syadlala Community Mass Participation Programme et le School Sport Mass Participation Programme. La Suisse restructure sa plate-forme internationale (www.sportanddev.org) et organise le Groupe de travail international sur le sport au service du développement et de la paix. La Tunisie a adopté un programme de sport pour tous. La Thaïlande a entrepris un projet de formation pour les enseignants d'éducation physique en 2007 et élaboré un plan concret sur la science du sport pour développer les capacités des athlètes thaïlandais, 2007-2008. L'Uruguay a organisé un programme de football pour les enfants pendant les vacances d'été. Le Gouvernement des États-Unis a programmé des initiatives sportives dans 62 pays, y compris des échanges avec l'Iran dans la discipline de la lutte.

d) Partenariats

19. L'Australie s'est associée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour lancer l'initiative Sport au service du développement afin d'exécuter des activités sportives au titre de cette initiative en Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Autriche s'est jointe au groupe de travail international sur le sport au service du développement en tant qu'État donateur. Le Bangladesh a formulé des politiques et des stratégies en collaboration avec les organisations non gouvernementales et le secteur privé. Le Bélarus travaille en association avec d'autres gouvernements, des organisations internationales et des organisations touristiques et a déjà signé 32 contrats de coopération dans le domaine de la culture physique et du sport. Depuis 2000, la Belgique coopère avec État Libre (Afrique du Sud) pour organiser une manifestation sportive biennale commune entre la Flandre et État Libre. La République tchèque mène une campagne sur le football au service du développement en coopération avec des ONG locales, le Ministère des affaires étrangères et l'Association nationale du football. Chypre met en œuvre des programmes sportifs avec l'Union européenne. Le Danemark a élaboré sa stratégie Le sport pour tous en partenariat avec ses organisations sportives.

20. Plus de 100 projets en Irlande du Nord et dans la région frontalière de l'Irlande ont été financés au titre du Programme de l'Union européenne pour la paix et la réconciliation. Les Philippines et la Fédération de Russie procèdent actuellement à la ratification d'un accord de coopération en matière de sport pour mettre en place un système d'appui réciproque pour le développement des sports. La Roumanie a établi des partenariats avec les pays du sud-est de l'Europe et du bassin de la mer Noire, ainsi qu'avec les pays francophones d'Europe et d'Afrique. La Fédération de Russie a signé des accords dans le domaine de l'éducation physique et du sport avec plus de 40 pays, et la signature de 10 accords supplémentaires est envisagée. La Serbie a signé des programmes bilatéraux avec l'Espagne, la Roumanie et la Chine. L'Afrique du Sud maintient des partenariats avec l'Angola, l'Australie, la Chine, la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, le Rwanda et le Royaume-Uni, ainsi qu'avec diverses ONG, y compris Boots International et le Sports Trust. La Tunisie a maintenu de solides partenariats avec ses voisins pour maximiser la contribution du sport au développement et à la paix. Les États-Unis forment un partenariat public-privé avec les principales ligues de sport professionnel, les fédérations sportives, le Comité olympique et les entreprises sportives.

2. Assistance à d'autres pays

21. L'Australie s'est engagée à verser pendant cinq ans, et jusqu'à 2011, 10 millions de dollars australiens par an à l'Australian Sports Outreach Programme, mettant l'accent sur le développement du sport en Afrique, dans les Caraïbes et les îles du Pacifique. L'Autriche a accordé un montant de 50 000 euros en 2007, qui sera porté à 80 000 euros en 2008, pour des projets internationaux de sport et de développement menés par des ONG autrichiennes. Le Bangladesh a fourni au Myanmar un terrain de hockey synthétique en témoignage d'amitié. Les organismes sportifs et les ONG nationaux danois ont financé l'éducation des enseignants de sport d'un certain nombre d'écoles élémentaires en Afghanistan. Certaines ONG finlandaises, comme LiiKe ry, sont financées par le Gouvernement pour développer le sport en République-Unie de Tanzanie et dans d'autres pays africains. L'Allemagne construit des installations sportives pour les femmes en Afghanistan et dispense au personnel sportif une formation lui permettant de travailler au service

des blessés victimes de catastrophes en Europe et dans les pays en développement. Le Japon fournit des ouvrages scolaires d'éducation physique au Cambodge, du matériel de judo au Costa Rica et de l'équipement de gymnastique au Yémen et appuie les sports asiatiques sur chaise roulante en Malaisie et l'entraînement de jeunes gymnastes jamaïcains.

22. Le Liechtenstein a cofinancé le projet Droit au sport en Côte d'Ivoire en 2003 et fourni les fonds nécessaires pour l'achat d'équipement sportif pour les réfugiés tchétchènes en Ingouchie et la participation d'équipes israéliennes et palestiniennes au championnat suisse international de football en 2006 (International Swiss U16 Cup). Le Qatar a financé l'entière participation d'un groupe d'Iraqiens au tournoi de tennis de table qu'il a organisé pour les États voisins. L'Afrique du Sud aide le Rwanda à développer des infrastructures sportives et à promouvoir la participation des femmes aux activités sportives. La Roumanie a envoyé des athlètes, des entraîneurs, des arbitres et des aides médicaux à d'autres pays en développement. Les États-Unis ont financé et donné des équipements pour l'installation d'un service de soins de suivi pour les footballeurs en Afghanistan, les crédits consacrés par le Congrès à l'élargissement de l'accès au sport étant huit fois plus élevés qu'en 2002. La République bolivarienne du Venezuela a ouvert l'Université ibéro-américaine des sports aux étudiants d'Haïti, du Guatemala, du Panama, de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie et d'El Salvador.

3. Mesures et programmes pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'aide du sport

23. L'Autriche a élaboré en 2007 des lignes directrices pour le financement des projets d'activités sportives et de développement qui tiennent compte de l'égalité des sexes conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement. La Belgique a fait réaliser une étude scientifique sur le taux de participation des femmes aux organes administratifs de la fédération des sports afin de lutter contre la discrimination. À Cuba, la participation des femmes aux manifestations sportives est en augmentation. La République tchèque considère le sport et la culture comme des vecteurs de l'autonomisation des femmes. Chypre a créé un comité du sport et de la femme. Les organismes sportifs danois, en collaboration avec les ONG, s'emploient à assurer l'égalité entre les sexes. La Finlande a entamé un programme quinquennal dans lequel l'égalité des sexes s'est vu accorder le rang de priorité le plus élevé et un budget accru. L'Allemagne a pris part aux sessions ordinaires du Groupe européen femmes et sport en mettant l'accent sur l'intégration des femmes et des filles migrantes à la société allemande. La Grèce prépare une conférence internationale sur le thème de l'égalité des sexes dans le sport et participe activement au comité directeur du Groupe européen. L'Irlande a lancé le Girls Get Active Project et le Women's Activity Sport Programme pour accroître la participation des femmes au sport, en milieu rural en particulier.

24. L'ex-République yougoslave de Macédoine aide les clubs et les conférences de femmes et désigne des femmes macédoniennes pour représenter le pays à des manifestations sportives internationales. Le Comité qatarien des femmes et du sport, dans le cadre du Comité olympique national, organise des conférences et des cours annuels au sujet du rôle de la femme dans le sport. La Roumanie emploie un nombre accru de femmes dans les fédérations et organismes sportifs. Le Philippine Women in Sport Programme rend hommage aux femmes athlètes et éducatrices et aux personnalités sportives qui ont apporté une grande contribution à l'histoire du sport

aux Philippines. La Serbie met en œuvre son plan d'action national pour la promotion de la femme et de l'égalité entre les sexes. L'Afrique du Sud a mené plusieurs activités concernant les femmes et le sport, y compris des campagnes de sensibilisation et de suivi. La Tunisie s'emploie à promouvoir le droit de la femme au sport en participant à Global Rights en partenariat avec l'Algérie, le Maroc et le Yémen. La République bolivarienne du Venezuela élabore un programme de soins intégrés aux enfants et aux adolescents pour prévenir les grossesses précoces à l'aide d'activités sportives et d'ateliers.

4. Autres domaines : santé et développement durable

25. L'Australian Sports Outreach Programme est résolu à tirer parti du sport pour atteindre les objectifs de développement relatifs à l'amélioration de la santé. Le Bélarus a un programme complet de culture physique et de sport destiné à soutenir la santé. Le Danemark, en collaboration avec les organisations non gouvernementales, mène une lutte contre l'obésité et d'autres problèmes de santé dus au manque d'activité physique. La Slovénie met l'accent sur l'activité sportive comme moyen d'améliorer la nutrition et le régime alimentaire et de promouvoir le développement durable. Les Philippines font en sorte que le sport soit au cœur de la culture nationale afin de promouvoir des modes de vie sains. Le Qatar organise des manifestations pour promouvoir les sports et les activités physiques ainsi qu'une nutrition saine parmi les athlètes, les fonctionnaires publics et les universitaires.

5. Mise en œuvre de la Convention internationale contre le dopage dans le sport

26. Parmi ceux qui ont répondu à la note verbale du Secrétaire général, les pays suivants ont ratifié la Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée par l'UNESCO : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Japon, Qatar, République tchèque, Slovénie, Thaïlande, Tunisie et Uruguay. En attendant d'achever la procédure de ratification de la Convention, le Bangladesh, le Bélarus, la Belgique, Chypre, Cuba, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Irlande, les Philippines, la Serbie, la Suisse et le Venezuela (République bolivarienne du) ont adopté des programmes antidopage et renforcé les contrôles, l'éducation et la formation, contribuant ainsi à la lutte internationale contre le dopage. N'étant pas membre de l'UNESCO, le Liechtenstein a ratifié la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe en 2000 et le Protocole additionnel qui s'y rapporte en 2006.

B. Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix

27. Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix poursuit sa mission sur divers plans : a) en tant que représentant du Secrétaire général et du système des Nations Unies à diverses manifestations et réunions sportives mondiales importantes; b) en tant que porte-parole conduisant les efforts des organismes des Nations Unies à un haut niveau politique pour faire adopter le sport comme moyen de promouvoir le développement et la paix et encourager son intégration systématique aux agendas nationaux et aux programmes des Nations Unies et d'autres parties prenantes, ainsi que la

mobilisation de ressources pour des projets spéciaux; et c) en tant que facilitateur pour encourager le dialogue et la conclusion de partenariats autour du sport au service du développement et de la paix entre les parties intéressées dans tous les secteurs de la société et au sein du système des Nations Unies.

28. Le Conseiller spécial a représenté le Secrétaire général à des manifestations sportives dans le monde entier, a tenu de nombreuses réunions de haut niveau, a visité sur le terrain des projets de développement liés au sport et a saisi plusieurs occasions offertes par les médias pour promouvoir une meilleure compréhension des objectifs des Nations Unies et du sport comme moyen de les réaliser. Les activités qu'il a menées ont obtenu d'importants résultats, notamment les suivants : a) des messages sur la contribution du sport au développement et à la paix ont pu être diffusés à des groupes représentatifs de population et à un public diversifié aux niveaux national, régional et mondial; b) la perception générale du sport a pu être élargie pour englober la notion de « sport pour tous »; c) le sport et l'éducation physique sont désormais considérés comme partie intégrante d'un enseignement de qualité et ont été rendus obligatoires dans plusieurs pays en tant qu'outils universels pour promouvoir l'éducation, la santé et l'épanouissement individuel; d) grâce aux campagnes qui se poursuivent, la participation au sport a augmenté dans toute la société, y compris parmi les personnes handicapées, les femmes et les filles, les pauvres et les personnes âgées et d'autres personnes et groupes marginalisés.

29. Au cours de la période considérée, le Conseiller spécial, appuyé par ses bureaux à Genève et New York, a beaucoup contribué à promouvoir le sport comme instrument de développement et de paix dans le monde. Dans les discours liminaires qu'il a prononcés à l'occasion de conférences stratégiques telles que la réunion informelle des ministres européens du sport sur la future coopération paneuropéenne dans le domaine du sport (Moscou, 20 et 21 octobre 2006), le Forum mondial pour le sport et l'environnement organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Comité international olympique (Lausanne (Suisse), 30 novembre et 1^{er} décembre 2006) et la quarante et unième session de l'Assemblée générale de l'Association générale des fédérations internationales de sport (AGFIS) (Beijing, 27 avril 2007), le Conseiller spécial a pu s'adresser directement aux décideurs d'organisations stratégiques. Dans le cadre de certaines manifestations consacrées à la jeunesse, notamment à la cérémonie d'ouverture de World Model United Nations (Genève, 26 au 30 mars 2007) et au Forum mondial de la jeunesse (Charm-el Cheikh, 1^{er} au 3 septembre 2007), le Conseiller spécial a fait passer son message sur les possibilités que nous offre le sport.

30. Une importante manifestation, que le Conseiller spécial a dirigée, a été le premier Sommet mondial des jeunes dirigeants (New York, 29 au 31 octobre 2006), organisé par le bureau du Conseiller à New York au nom de tous les organismes des Nations Unies. Ce sommet a été une occasion importante de mobiliser les dirigeants de demain en rassemblant des jeunes âgés de 18 à 30 ans (un jeune homme et une jeune femme par pays) représentant près de 192 États Membres des Nations Unies. Les jeunes y ont échangé des perspectives sur la manière dont ils pourraient accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et instaurer la paix, en tendant la main aux jeunes du monde entier et en travaillant avec leur gouvernement, le secteur privé et les organisations des sociétés civiles, les médias et les groupes locaux. Le Sommet était coparrainé par la Fondation Gita-Mohan Mittal/Vishwa Prawasi Bhartiya Leaders Forum et la Fondation Inner Trip Reyukai International, organisation non gouvernementale basée au Japon, qui ont

apporté conjointement une contribution de 1 million de dollars des États-Unis destinée au Sommet et aux initiatives menées par les jeunes pour combattre la pauvreté dans la phase de suivi.

31. Un réseau mondial de jeunes dirigeants s'est ainsi constitué, dont les membres font une campagne énergique en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement, en collaboration étroite avec les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les organisations de la société civile et les médias. Plusieurs jeunes représentants se sont fait un nom, occupent des postes au gouvernement et sont membres de commissions électorales, de commissions des droits de l'homme et de commissions de la femme.

32. En novembre 2006, le bureau du Conseiller spécial à Genève a publié un rapport exhaustif sur l'Année internationale du sport et de l'éducation physique (2005) sur le thème « Le sport pour un monde meilleur ». Le rapport expose en détail les centaines d'initiatives qui ont été lancées et les nombreuses conférences qui ont été organisées au cours de l'année internationale. Il contient également les résultats des recherches effectuées auparavant au sujet du sport et de l'éducation physique qui montrent comment ce type d'activité contribue de façon importante à améliorer la santé publique, à promouvoir l'enseignement et à atténuer les divisions sociales, religieuses, raciales et entre les sexes et à réaliser une paix durable. La publication a été largement diffusée et constitue désormais une source précieuse de données au sujet des activités et des stratégies mondiales relatives à l'utilisation du sport comme moyen de favoriser le développement et la paix pour les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations sportives, les ONG, les universitaires, les médias et de nombreux autres partenaires.

33. Le rapport a permis de constater que le sport et l'éducation physique n'étaient pas un luxe dans la société en général, et encore moins dans le monde en développement. L'Année internationale du sport et de l'éducation physique (2005), avec son rapport, est devenue un tremplin pour lancer de nouveaux programmes et renforcer ceux qui sont en cours, en utilisant le sport et l'éducation physique pour accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et promouvoir la paix dans les zones de conflit. Elle a aussi capté l'essence de l'appel à l'action, adopté à Magglingen en 2005, qui a formulé des orientations à l'intention des organismes des Nations Unies, des États Membres et des autres décideurs afin de faire du sport, dans son sens le plus large, une composante essentielle des efforts mondiaux visant à atteindre les objectifs de développement internationalement acceptés. De plus, la création du Groupe de travail international sur le sport au service du développement et de la paix chargé de faire les recommandations pratiques à ce sujet a été un des résultats directs de l'Année internationale.

34. En tant que facilitateur, le Conseiller spécial a continué de forger de solides partenariats entre les divers acteurs. En sélectionnant des projets, en formulant des recommandations, en fournissant des conseils et en assurant des contacts, le Conseiller spécial et ses bureaux ont servi de station-relais et de centre d'échanges et rassemblé des acteurs de divers domaines autour d'initiatives utilisant le sport comme un instrument de paix et de développement.

35. Grâce aux efforts intenses déployés par le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix, de nouveaux partenariats ont été forgés, en particulier dans le domaine du maintien de la paix, notamment entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Comité international

olympique. La collaboration entre le Département, le Comité et diverses missions de maintien de la paix a déjà abouti à la réalisation de programmes de sport au service de la paix sous les auspices du Conseiller spécial en République démocratique du Congo et au Libéria (voir la partie IV ci-dessous), ainsi qu'en Côte d'Ivoire. D'autres initiatives ont été mises sur pied en coopération avec des gouvernements, notamment le projet Donnons une chance aux enfants, lancé par l'Italie, qui doit être exécuté au Liban en collaboration avec la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

36. Une collaboration étroite a été établie avec les organisations régionales, notamment avec l'Union africaine et l'Union européenne, en vue de tirer parti des efforts faits pour réaliser des programmes aux plans régional, national et local. Le partenariat avec l'Union africaine a été créé dans le contexte de l'Année internationale du football africain, du cinquantième anniversaire de la Confédération africaine de football et de la préparation de la coupe du monde de football qui se tiendra en Afrique du Sud en 2010 (Fédération internationale de football). Le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix est l'un des quatre membres du Comité directeur chargé de promouvoir la réalisation d'une quinzaine d'objectifs de développement « à effet instantané » prévus dans le South Africa 2010/African Legacy Programme. Ces objectifs devraient permettre d'élaborer les bases théoriques de la politique sportive en Afrique, de lancer des campagnes pour faire face aux problèmes socioéconomiques, aux questions de santé et à l'abus des drogues et de travailler en faveur de la réadaptation des jeunes dans les situations de conflit.

37. Le Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix, a lancé un programme en Amérique centrale sur l'utilisation du sport comme moyen d'intégrer les jeunes et de promouvoir la paix. Une enquête préliminaire est actuellement menée pour déterminer la mesure dans laquelle les équipes de pays des Nations Unies dans la sous-région font une place au sport dans leurs programmes.

C. Fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies

38. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organise chaque année la course Run for Food qui a lieu plus ou moins le même jour que la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, le Fonds international pour le développement agricole et Biodiversity International. Elle a organisé plusieurs initiatives auxquelles ont participé de grandes vedettes du monde du sport. En novembre 2006, le champion de football Raúl González, Ambassadeur itinérant de la FAO, s'est rendu au Sénégal pour visiter un certain nombre de petits projets financés par le programme TeleFood de la FAO, et un autre ambassadeur itinérant, le footballeur vedette Roberto Baggio s'est rendu au Laos en septembre 2007. La FAO, en partenariat avec la Ligue espagnole de Football et la *Serie A* italienne, a organisé des matchs en octobre 2007 pour collecter des fonds et sensibiliser à la lutte contre la faim et la malnutrition.

39. L'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le cadre de son programme Universitas, prend des initiatives visant à renforcer l'inclusion sociale des jeunes, le développement des compétences et de l'aptitude à l'emploi, et a publié en août 2006 *Beyond the Scoreboard: Youth employment opportunities and skills development in the sports sector* (Au-delà des résultats sportifs : possibilités d'emploi et formation professionnelle des jeunes dans le secteur des sports). En conséquence, deux recherches ont été entreprises dans des zones précises, Joux et Gstaad (Suisse), pour contribuer à la formation professionnelle et aux possibilités d'éducation permanente. Cela a suscité des programmes de formation dans des pays en développement. L'OIT a continué sa campagne « Carton rouge pour le travail des enfants » durant la Coupe d'Afrique des Nations et à l'occasion de la Journée internationale contre le travail des enfants, durant la Conférence internationale du travail, en juin 2006. L'OIT et le Comité international olympique ont tenu une table ronde sur les femmes dans le sport et ont organisé une cérémonie annuelle de remise de prix à Genève, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars.

40. Le PNUD a parrainé des événements, tels que le Match de football contre la pauvreté, qui ont appelé l'attention sur les objectifs du Millénaire pour le développement et mobilisé des ressources pour différents projets en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La collaboration avec le Gouvernement ouzbek a assuré la promotion des droits des personnes souffrant d'une maladie mentale et a permis à des athlètes participant aux Jeux olympiques spéciaux de prendre part à la semaine de football européenne. Dans les situations d'après crise, le PNUD a tiré parti du sport pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire et promouvoir la paix, en particulier au Burundi, au Rwanda et à Sri Lanka où un petit fonds a apporté un appui à des programmes sportifs. Le programme relatif aux moyens de subsistance à Aceh (Indonésie) a tiré parti du sport pour aider au rétablissement des jeunes traumatisés par les conflits régionaux et le tsunami. À l'avenir, le programme des Ambassadeurs itinérants fera partie intégrante de la prochaine Coupe du monde de football en 2010, qui se tiendra en Afrique du Sud, tirant parti de vedettes du sport telles que Ronaldo de Lima et Zinédine Zidane pour faire passer de puissants messages sociaux grâce à leur rôle d'Ambassadeur.

41. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, au moment de l'élaboration du présent rapport, en collaboration avec le Comité international olympique et le Comité olympique de Beijing 2008, organisait la septième Conférence mondiale sur le sport et l'environnement, qui doit se tenir à Beijing du 25 au 27 octobre 2007 et à laquelle doivent participer les principaux représentants des organisations sportives internationales et d'autres parties prenantes de premier plan. Le PNUE, dans le cadre des efforts qu'il déploie en vue de rendre les grands événements sportifs plus respectueux de l'environnement, entend signer des accords de coopération avec les organisateurs des Jeux du Commonwealth de 2010 à New Delhi, de la Coupe du monde de football de 2010 en Afrique du Sud et des Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Le PNUE a travaillé en relation étroite avec le 35^e championnat du monde de cross country de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, qui s'est tenu à Mombasa (Kenya), pour assurer un événement sportif respectueux de l'environnement. Le PNUE et l'Alliance mondiale pour le sport, dont le siège est au Japon, ont organisé le Forum mondial sur le sport et l'environnement de 2006 à Lausanne (Suisse). Le PNUE continue également de faire participer des enfants du bidonville de Kibera à Nairobi, un des établissements

humains informels les plus grands d'Afrique, à son programme de formation au leadership à son camp Nature et Sport.

42. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture offre des compétences spécialisées aux gouvernements, organisations gouvernementales internationales et organisations non gouvernementales en élaborant et mettant en œuvre des politiques relatives à l'éducation physique et au sport, axées sur les programmes sportifs ayant un rapport avec le développement et la paix. De plus, la priorité est accordée à la protection et à la promotion des sports traditionnels, tout en offrant des services consultatifs sur des stratégies relatives à la culture et au développement social et économique. La Convention internationale contre le dopage dans le sport, qui est entrée en vigueur le 1^{er} février 2007, est une réalisation qui fait date. Des partenariats entre le secteur privé et le secteur public soulignant la responsabilité sociale des entreprises voient le jour en vue de la Coupe du monde de football de la FIFA, qui se tiendra en 2010, et des initiatives de renforcement des capacités sont en cours avec le comité international olympique et des organisations régionales telles que l'Union africaine et la CEDEAO. Le cinquième Forum mondial sur le sport, l'éducation et la culture, qui s'est tenu à Beijing, a donné la vedette au rôle du sport dans l'enseignement des valeurs pacifiques. L'UNESCO, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies œuvrant dans le domaine de l'éducation physique et sportive, a établi des clauses et conditions et des indicateurs connexes relatifs à la notion de transnationalisation, conformément au Cadre de référence de la qualité de l'éducation physique et sportive.

43. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) fournit un appui au Ministère de la jeunesse, de l'éducation et des sports et aux commissions et associations sportives nationales en vue de promouvoir des compétences pratiques axées sur des objectifs et un comportement sexuel responsable visant à prévenir le VIH/sida. Cette orientation liée aux événements sportifs a donné de bons résultats au Ghana, au Nigéria, au Niger, au Bénin, en Éthiopie et au Botswana en utilisant des matériaux d'éducation et de communication, ainsi que des services de santé. L'UNFPA, en tant que chef de file des coparrains du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dans la lutte contre le VIH/sida parmi les jeunes, encourage des partenariats avec la confédération africaine de football (CAF) pour mettre en œuvre la Charte africaine de la jeunesse et d'autres instruments régionaux et mondiaux, en particulier lors de la Coupe africaine des nations en 2008.

44. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) met en œuvre l'Initiative de partenariat mondial pour l'épanouissement de la jeunesse urbaine en collaboration avec des gouvernements, sociétés civiles, organisations sportives, secteurs privés et médias en vue d'encourager la paix et d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement par le biais du sport. ONU-Habitat a célébré la Journée mondiale de l'habitat (1^{er} octobre 2007) sur le thème « Une ville sûre est une ville juste », en partenariat avec le Gouvernement kényan et plusieurs villes africaines. En collaboration avec la Fondation pour la paix Tegla Loroupe, il a organisé des marathons au Kenya, en Ouganda et au Sud-Soudan, et il travaille également en faveur du développement, de l'intégrité sociale et aux activités menées dans le cadre de « Kicking AIDS out ». Le Programme compte organiser des ateliers et des projets sur la problématique hommes-femmes, la gestion des conflits et le plaidoyer avant la Coupe d'Afrique

des Nations de 2008 et la Coupe du monde qui se tiendra en Afrique du Sud en 2010. De plus, ONU-Habitat continue de s'investir dans les sports en faveur de la jeunesse dans le cadre d'événements sportifs aux niveaux régional et international, depuis les jeux olympiques de Beijing jusqu'à la Coupe mondiale de rugby qui doit se tenir en Nouvelle-Zélande en 2011.

45. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournit un appui aux programmes dans les pays en développement qui utilisent le sport pour atteindre des objectifs en matière de prévention du VIH/sida, de protection de l'enfance et d'égalité entre les sexes. L'an dernier, l'UNICEF a commencé un partenariat avec le Conseil international du cricket, ONUSIDA et le Partenariat des médias audiovisuels des Caraïbes contre le VIH/sida [Caribbean Broadcast Media Partnership on HIV/AIDS (CBMP)] pour une campagne sur le thème « Unissons-nous pour les enfants, contre le sida » lors de la Coupe du monde de cricket qui doit se tenir en 2007 dans les Caraïbes, en vue d'organiser conjointement une série d'activités jusqu'à la Coupe du monde qui se tiendra en Asie du Sud en 2011. La campagne prospective de l'UNICEF intitulée « Des buts pour les filles », menée en association avec la FIFA sensibilisera aux objectifs 2 et 3 énoncés dans la Déclaration du Millénaire lors de la Coupe du monde de football féminin de la FIFA qui doit se tenir en 2007 en Chine, tandis que ses nouvelles activités concernant les jeux olympiques spéciaux fourniront un appui à des programmes pilotes pour les enfants souffrant de déficiences intellectuelles.

46. Ninemillion.org, campagne en ligne mondiale lancée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés en juin 2006 est un appel mondial à l'action lancé par le Haut-Commissariat pour sensibiliser et mobiliser des fonds en faveur de programmes éducatifs et sportifs à l'intention des jeunes réfugiés dans le monde. Cette campagne originale s'appuie sur des partenariats avec de multiples parties prenantes, tirant parti du sens des affaires pour créer une dynamique en faveur du changement dans la vie des jeunes gens touchés par la violence et les conflits. Le Haut-Commissariat, Nike et Microsoft sont à l'origine d'un partenariat qui compte aujourd'hui un nombre croissant d'entreprises et de personnes qui apportent un soutien actif. Nike a offert 40 000 ballons conçus pour résister à des conditions d'utilisation difficiles, qui ont été distribués à des camps de réfugiés dans le monde entier. Des fonds ont été alloués à des programmes éducatifs et sportifs pour les jeunes réfugiés. De nouveaux projets sont élaborés en vue d'être mis en œuvre. Le Comité international olympique continue d'apporter un appui à des projets relatifs au sport et à l'éducation dans différents lieux où se trouvent des réfugiés et des personnes déplacées.

47. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a établi le Fonds mondial pour le sport avec une contribution de 2,5 millions de dollars du Comité olympique national du Qatar. Le Fonds a pour objet d'appuyer des initiatives de prévention de la criminalité et de l'abus des drogues chez les jeunes, de conduire des séminaires régionaux et d'élaborer des modèles de formation qui utilisent le sport pour prévenir l'abus des drogues et les comportements criminels. La première subvention du fond a été octroyée à l'ONG sud-africaine « Hoops 4 Hope » (« Des paniers pour l'espoir ») le 26 juin 2007. Le premier camp de formation destiné à environ 70 jeunes gens originaires de Bahreïn, du Liban, de la République arabe syrienne, de l'Autorité palestinienne, d'Oman et du Qatar, s'est récemment tenu à Beyrouth (Liban).

48. Le programme des Volontaires des Nations Unies a acquis depuis 2002 au Timor-Leste une vaste expérience des partenariats avec des organisations bénévoles nationales et locales visant à fournir un appui à des initiatives extrêmement efficaces en faveur de la jeunesse, qui assurent la promotion du sport pour la paix et le développement. Ces initiatives visent à mieux faire connaître les questions nationales et à développer les compétences, ce qui permet de renforcer la contribution aux réalisations nationales. En juillet 2007, la Chine, le PNUD et les Volontaires des Nations Unies ont signé un accord pour renforcer le volontariat en faveur du développement en tirant parti des jeux olympiques et paraolympiques de Beijing. Environ 100 000 volontaires recevront une formation et travailleront à des projets, en s'appuyant sur trois notions : « Des jeux olympiques verts, scientifiques et à caractère humain ».

49. Depuis 2003, le Programme alimentaire mondial (PAM) est le partenaire humanitaire officiel de la Fédération internationale de rugby. Après le tsunami de 2004, la Fédération a organisé un match à Londres, qui a permis de mobiliser plus de 3 millions de dollars pour les opérations d'urgence du PAM. La campagne « Tackle Hunger » (« plaquer la faim ») sera lancée à l'automne 2007 dans le cadre de la Coupe du monde de rugby. Le PAM et l'équipe d'Angleterre de cricket ont regroupé leurs forces dans un partenariat intitulé « Cricket against Hunger » (« Le cricket contre la faim »), qui fournit l'occasion aux joueurs de cricket de rendre visite à des projets humanitaires. Les Ambassadeurs contre la faim du PAM comprennent les joueurs de football vedettes brésiliens Ronaldinho et Kaka, ainsi que d'anciens bénéficiaires de programme de lutte contre la faim, dont Paul Tergat, le détenteur du record du monde du marathon.

50. En 2007, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a apporté un appui à des initiatives visant à accroître l'activité physique en appliquant la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé. Un guide sur les approches fondées sur les populations visant à accroître l'activité physique a été publié et des ateliers sur la mise en œuvre de la stratégie mondiale se sont tenus en Ouganda, au Moyen-Orient et dans les États du Golfe arabe. Des ateliers internationaux de renforcement des capacités en matière d'activité physique et de santé publique se sont tenus en Afrique du Sud et en Thaïlande.

51. Le Programme des Nations Unies pour la jeunesse, du Département des affaires économiques et sociales, assure le suivi et la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, que l'Assemblée générale a adopté en 1995 par sa résolution 50/81. Pour donner suite à cette résolution, différents gouvernements ont élaboré des politiques et programmes visant à promouvoir la participation des jeunes aux sports et aux activités connexes, y compris les jeux, les événements culturels, les loisirs et les services communautaires, en tant qu'éléments d'une stratégie de lutte contre l'abus des drogues, la délinquance juvénile et d'autres comportements déviants.

52. La Division de la promotion de la femme a élaboré également un document de plaidoyer intitulé « Women 2000 and Beyond : Women and Sport » (« Les femmes à l'horizon 2000 et au-delà : les femmes et le sport »), qui sera distribué à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, en février 2008.

53. Les centres d'information des Nations Unies du Département de l'information collaborent de plus en plus étroitement avec le Bureau de la Conseillère spéciale en

vue de prôner le recours au sport en faveur du développement et de la paix. Le centre d'information au Burundi a lancé le championnat de la Confédération des associations de football d'Afrique de l'Est et du centre pour célébrer la Journée internationale de la paix, le 23 septembre. Le centre d'information à Dakar a organisé une conférence de presse en septembre 2006 pour lancer le Sommet mondial des Nations Unies des jeunes dirigeants. Il a également coordonné la couverture médiatique de la visite effectuée par la championne de tennis Serena Williams au Sénégal pour aider des projets de l'ONU visant à renforcer les moyens d'action des femmes et conduire des stages de tennis à l'intention des jeunes joueurs. La course croisière de femmes baptisée « La Route d'Elissa », organisée avec l'assistance des centres d'information de Tunis et de Beyrouth, avec la participation des pays du Maghreb, du Levant et de la bordure méridionale de l'Europe, permet à des femmes de différents segments de la société de faire preuve de leur talent et de leur persévérance. Le 5 mars 2007, le centre d'information du Caire a été un des organisateurs de l'initiative « Sports Pathway to Peace » dans huit gouvernorats égyptiens, sous les auspices de la femme du Président égyptien, à laquelle plus de 2 500 écoliers et étudiants ont participé. Le centre d'information de l'Afrique du Sud conduit un programme sur le sport et les objectifs du Millénaire pour le développement pour la région subsaharienne.

D. Organisations gouvernementales et non gouvernementales

54. Depuis l'Année internationale du sport et de l'éducation physique (2005), les organisations non gouvernementales et les organisations gouvernementales de développement sont de plus en plus nombreuses à accepter d'intégrer des programmes sportifs dans les activités de développement. Le rôle remarquable des organisations gouvernementales utilisant le sport et l'éducation physique comme un outil a pris de l'importance dans la coopération au développement, notamment dans les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Japon, Liechtenstein, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse. Elles administrent des programmes directement au niveau bilatéral ou en fournissant un appui à des projets d'ONG. Un grand nombre d'ONG ont un remarquable palmarès dans la coopération qu'elles mènent en tant que partenaires d'exécution des organismes d'aide ou que bénéficiaires de fonds octroyés par les gouvernements et par le secteur privé, en collaboration avec le Conseiller spécial.

55. Le Groupe de travail international pour le sport au service du développement et de la paix, dont la création remonte à l'Année internationale du sport et de l'éducation physique (2005), a largement contribué à la promotion de l'intégration du recours au sport au service du développement dans les stratégies et programmes nationaux et internationaux. En juin 2006, le Groupe de travail a publié un rapport préliminaire intitulé « Sport for Development and Peace: from Practice to Policy », dans lequel diverses conceptions nationales du sport au service de la paix et du développement ont été passées en revue. Le rapport préliminaire a mis en évidence la nécessité de faire du sport un outil efficient pour réaliser les buts du développement, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement. Les recommandations finales seront présentées aux Jeux olympiques de Beijing en 2008, afin d'encourager les gouvernements à prêter attention à la problématique du

sport au service de la paix et du développement lorsqu'ils élaborent des politiques nationales et internationales de développement.

56. Un site Internet dénommé Sport and Development International Platform (Plate-forme internationale pour le sport et le développement) consacré entièrement à la thématique « sport et développement » est en cours de réorganisation en vue de répondre au besoin de disposer d'un site Web aussi complet que possible sur la question, afin qu'à chaque échelon tous les acteurs de ce domaine en aient une vision partagée.

57. L'association canadienne Right To Play collabore étroitement avec le Bureau des Nations Unies à New York pour le sport au service de la paix et du développement, le HCR et l'UNICEF. En 2006, elle a coparrainé avec Nike et le HCR la campagne « ninemillion.org ». Le but de cette association est de stimuler les capacités des partenaires locaux en éduquant et en formant des entraîneurs à l'application de modules spécialement conçus pour développer les capacités d'animation des enfants et des jeunes. Elle est résolue à doter son personnel d'une pochette d'informations sur l'égalité des sexes et d'un appui constant pour éliminer les profondes entraves socioculturelles érigées contre les filles et élargir ainsi leurs possibilités. Right to Play organise aussi des programmes de santé et d'activités sportives, combinés avec des camps pour la jeunesse.

58. Les Jeux olympiques spéciaux offrent une formation et des compétitions sportives à 2 250 000 enfants et adultes handicapés mentaux répartis entre plus de 160 pays. Les jeux se dérouleront du 2 au 11 octobre 2007 à Shanghai, en Chine. Depuis une vingtaine d'années, un institut basé aux États-Unis, Institute for Sport International, organise des jeux pour les universitaires sportifs suivant le modèle olympique en vue de favoriser la compréhension, l'amitié et le rapprochement entre étudiants internationaux et universitaires. La Journée nationale de la sportivité, proclamée en 1991, a été, pour près de 25 millions de personnes originaires de plus de 100 pays, l'occasion de débattre des questions d'éthique et de fair-play dans le sport.

59. Le Conseil international du sport militaire a lancé 10 projets dans diverses régions touchées par les tensions et les conflits armés, dont l'ex-Yougoslavie, le Soudan, le Cameroun, l'Iraq et la République islamique d'Iran, où des équipes militaires de plusieurs pays ont participé dans une sincère amitié à des jeux et événements sportifs. Le championnat de football pour enfants de 2007 a été organisé au Brésil pour promouvoir l'inclusion sociale de jeunes défavorisés.

60. L'Organisation Children of the World Foundation collabore avec le Bureau des Nations Unies à New York pour le sport au service de la paix et du développement dans la vulgarisation du projet Planet People's Games (Jeux populaires planétaires) pour mettre en avant la notion de mode de vie sain partout dans le monde. Le programme de développement Magic Bus Sport cherche à promouvoir, en Inde, le droit au jeu de l'enfant et l'égalité des sexes par le football, ce qui a eu pour effet d'augmenter le taux de fréquentation scolaire. L'association sportive Play Soccer mène une campagne de sensibilisation axée sur la santé et le développement durable à l'intention de 8 000 enfants âgés de 5 à 14 ans, principalement des filles, dans six pays africains. Elle organisera un grand événement pour les jeunes lors de la Coupe du monde des nations en 2008. Chaque année, lors de la Journée internationale de la paix, elle accueille les jeux mondiaux pour la paix destinés aux enfants et aux jeunes. Le Comité d'ONG sur l'Organisation des Nations Unies et les sports

organise des débats et des manifestations et appuie activement le travail du Conseiller spécial.

61. Sous les auspices du Conseiller spécial et en collaboration avec le PNUD, le Centre Peres pour la paix et l'Association Al-Quds pour la démocratie et le dialogue, Scort Foundation a organisé la rencontre internationale des entraîneurs de football à Jérusalem. Play Soccer Make Peace collabore avec des clubs et fédérations de football afin de renforcer les capacités d'animation des jeunes en Estonie, à Gaza, en Iraq, en Jordanie, en Ukraine et au Yémen.

E. Les organisations sportives

62. Quasiment toutes les grandes fédérations sportives et les entreprises privées ont de plus en plus recours au sport en tant qu'outil permettant de réaliser les objectifs de développement et d'atteindre les buts relatifs à la responsabilité sociale des entreprises. Nike parraine la campagne du HCR « *ninemillion.org* » et l'initiative *Sport for Social Change Network* (Réseau sportif pour le changement social), tandis que Adidas appuie Right to Play, et Laureus Foundation finance Sport for Good de la Fédération internationale de tennis de table. Une conférence récemment tenue au Kenya a été le cadre de débats sur la question des partenariats entre les gouvernements, les ONG et le secteur privé. Les organisations sportives participent plus activement au débat sur la valeur ajoutée du sport, du fait de leur expérience et de leurs compétences spécialisées. Des exemples sont donnés ci-dessous.

63. Les programmes du Comité international olympique sur le sport pour tous et les activités locales en faveur du développement pour l'amélioration du bien-être social et humain, en particulier le projet Olympic sports for Hope (Sports olympiques pour l'espoir), élaboré en partenariat avec l'ONU, reçoivent du Fonds de solidarité olympique un appui financier et technique croissant. Une aide est fournie aux comités nationaux olympiques, aux fédérations internationales de sport, à l'ONU et aux ONG. Diverses mesures ont été adoptées pour améliorer la qualité des jeux et leur legs global aux populations de la ville et de l'État où ils se sont déroulés. Nouvellement créés, les jeux olympiques pour les jeunes sont appelés à devenir la pièce maîtresse de la stratégie du Comité international olympique pour les jeunes. Les progrès dans l'égalité des sexes se poursuivent grâce au renforcement des capacités de gestion et d'encadrement des femmes dans les organisations sportives.

64. Au moyen de la pochette d'informations en cinq langues, publiée conjointement avec ONUSIDA et des ateliers organisés en Europe de l'Est et en Océanie, le Comité international olympique œuvre à la sensibilisation au sida et à sa prévention. Il effectue aussi des recherches et des activités de prévention sur ce qu'on appelle la triade de l'athlète (anorexie, ostéoporose et aménorrhée). En outre, son programme sportif pour les réfugiés et les personnes déplacées, mené en partenariat avec le HCR, couvre des dizaines de milliers de personnes dans le besoin, surtout des jeunes dans des camps et des zones d'installation en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. La campagne intitulée Giving is Winning (Donner c'est gagner) financée par le Fonds de solidarité olympique est une importante foire où sont présentés des sports et des vêtements sportifs, qui durera jusqu'aux Jeux olympiques de Beijing en 2008.

65. Le Comité international paralympique participe aux manifestations sportives au service du développement, une stratégie efficace d'action pour les pays en développement, où les personnes handicapées vivent des situations pénibles et ont besoin d'une aide plus importante. Ces projets offrent une occasion unique de mieux faire connaître le mouvement paralympique et d'y participer, lequel considère que le sport est un droit de l'homme et éveille les consciences sur le VIH/sida. Le Comité international paralympique collabore avec UK Sport, Commonwealth Games Canada, Handicap International, Landmine Survivors Network et Rehabilitation International. Il est à l'origine d'une initiative pour le développement organisationnel qui vise à renforcer les capacités organisationnelles des comités paralympiques nationaux, et a tenu en Allemagne du 22 au 24 juin 2007 un sommet consacré à l'encadrement féminin dans les sports paralympiques.

66. La FIFA et son allié stratégique, streetfootballworld (joueurs et joueuses de rue des cinq continents), ont formellement créé, en mars 2007, le mouvement Football for Hope (Du football pour espérer) dans le but d'accroître le rôle du football dans la promotion du développement, de la paix et du changement social. Le programme est axé sur la promotion de la santé, la consolidation de la paix, le respect des droits des enfants et l'éducation (surtout pour les filles), la lutte contre la discrimination et l'intégration sociale ainsi que la protection de l'environnement. La Fédération s'engage à investir, d'ici à 2015, au moins 0,7 % de l'ensemble de ses revenus dans des organisations de développement durable sur tous les continents. Vingt-sept organisations dans le monde œuvrant au développement par le biais du football ont été financées à hauteur d'un million de dollars environ. La campagne Football for Hope sert à diffuser et à reproduire les meilleures pratiques et techniques de renforcement des capacités. Jusqu'à la coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud, la FIFA continuera d'accorder une attention particulière au continent africain grâce à son programme intitulé Win in Africa with Africa (Gagner en Afrique et avec l'Afrique). De plus, la Fédération a démarré le projet Artificial Turf Pitches (Terrains à gazon artificiel), dont le budget avoisine 38 millions de dollars et qui devrait être mis en œuvre dans 52 pays africains d'ici à 2008. Sous le slogan « For the Game, For the World » (Pour le jeu et pour le monde) la FIFA est en passe d'accomplir sa mission consistant à assurer au monde un avenir meilleur grâce aux jeux.

IV. Le sport au service de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits

67. Depuis le début de 2006, les activités du Bureau des Nations Unies à New York pour le sport au service de la paix et du développement témoignent d'un intérêt plus marqué pour le rôle du sport dans les opérations de consolidation de la paix. Des programmes sportifs ont été lancés en République démocratique du Congo et au Libéria en partenariat avec les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans les deux pays et avec l'appui du Comité international olympique. Les programmes ont démontré l'efficacité et la puissance du sport lorsqu'il est utilisé comme un outil dans les régions sortant d'un conflit.

68. En République démocratique du Congo, le Comité international olympique et la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) ont conjointement organisé des « Jeux de la paix » qui se sont déroulés

en 2006 sous les auspices du Conseiller spécial. Le but de cet événement sportif pour tous (« Sport for all ») était de promouvoir la paix et la réconciliation durant la période comprise entre le premier tour du mémorable scrutin présidentiel et législatif, en juillet 2006, et l'annonce des résultats officiels des élections, le 20 août 2006. Quelque 3 000 habitants des 24 communautés de Kinshasa et 300 agents des forces de maintien de la paix (250 de la MONUC, 50 de la mission militaire de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine) ont participé à différentes disciplines sportives comme le marathon, la course cycliste, les tournois de football et de basketball. La manifestation a particulièrement ciblé les jeunes et les femmes originaires de milieux défavorisés et a servi de plate-forme exceptionnelle pour une rencontre directe et spontanée entre la population locale et le personnel des organisations internationales.

69. En mars 2007, un programme de cinq semaines couvrant tout le pays et intitulé *Sport for Peace* (Le sport au service de la paix) a été exécuté dans les 15 comtés du Libéria. Le programme est une initiative de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL), du Comité international olympique et du Conseiller spécial. Le Comité a offert au programme des équipements sportifs d'une valeur de 76 000 dollars. Il a été lancé le 2 mars par la Présidente du Liberia, le Représentant spécial du Secrétaire général au Libéria et coordonnateur de la MONUL, le Président du Comité national olympique libérien et le Conseiller spécial.

70. Des discussions préliminaires ont eu lieu en vue d'organiser des projets semblables en Côte d'Ivoire, au Liban, au Soudan et dans d'autres foyers de tension. En juin 2007, le Comité olympique jordanien, sous la direction du Prince Feisal bin al-Hussein et en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies et le Comité international olympique, a lancé le programme intitulé *Peace through Sport* (La paix par le sport) pour assurer la stabilité et la cohésion sociale aux jeunes de la région. En outre, certains projets sont en préparation, dont le match amical de football intercoréen prévu pour 2008 et l'initiative sur le sport au service de la paix au Soudan.

V. Enseignements tirés

71. Le sport est davantage intégré dans les programmes de paix et de développement d'un grand nombre d'États Membres, mais les progrès sont inégaux. De nombreux enseignements ont été tirés, mais ils ne seront utiles que s'ils sont repris dans les activités, les projets et les plans et mis en évidence comme un ensemble de principes directeurs pour toutes les activités au service du développement et de la paix.

- Bien que les différences soient très marquées entre les pays en développement et les pays les moins avancés, l'intégration du sport a progressé dans toutes les régions géographiques, même là où il n'existait aucun système sportif ni aucune infrastructure sportive. L'insuffisance des ressources, le manque d'installations et de personnel qualifié demeurent un obstacle de taille dans de nombreux pays;
- Le sport devrait figurer en bonne place dans le cadre de référence utilisé par les organismes d'aide et être clairement indiqué dans leurs documents directifs afin que les pays bénéficiaires de l'aide aient le choix d'affecter les fonds

reçus au financement de programmes sportifs et d'augmenter les ressources allouées au sport dans leurs budgets internes;

- L'absence de données statistiques sur l'importante contribution du sport à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement empêche de prendre pleinement conscience de son potentiel. Il faut régulièrement collecter et diffuser des informations dignes de foi sur la valeur intrinsèque du sport et sur sa gestion;
- L'apport qu'on est en droit d'espérer du sport ne se concrétise souvent pas du fait que l'on prête peu attention au renforcement des capacités locales et nationales et à la décentralisation, pour assurer la durabilité des projets. L'expérience montre que les programmes doivent viser à satisfaire les besoins locaux;
- Des directives fondées sur des données solides devraient être formulées pour aider à déterminer quels types de programmes et de projets seraient adaptés à des situations particulières. Cela devrait se faire selon une approche participative (y compris, le cas échéant, une investigation appréciative) de façon que des projets efficaces puissent s'appuyer sur la force qu'offre une communauté pour accomplir les priorités qui sont les leurs;
- Accorder une plus grande attention au statut des femmes dans le sport, à travers la recherche, l'analyse des politiques, l'élaboration de programmes, le renforcement des capacités et la sensibilisation, rendrait leur intégration plus efficace et plus rapide. Cela est également vrai d'autres groupes de population marginalisés.

VI. Action future

72. Il faut encore beaucoup d'efforts pour forger une conception commune, définir les priorités et mieux faire connaître la contribution que le sport et l'éducation physique pourraient apporter à la réalisation des objectifs et programmes mondiaux et nationaux relatifs à la promotion de l'éducation, de la santé, du développement et de la paix. Le Conseiller spécial œuvre à l'établissement d'une feuille de route commune et d'un cadre d'action cohérent pour constituer des partenariats mondiaux autour du sport et de l'éducation physique. L'achèvement de la première année du Plan d'action ouvre de nouvelles perspectives pour son intensification au cours des deux prochaines années. Sur la base des résultats déjà obtenus, il est impératif que les États membres, le système des Nations Unies, les organisations actives dans le domaine du sport, les médias, la société civile, le secteur privé et toutes les parties prenantes continuent d'agir en vue d'exécuter le Plan d'action conformément aux points ci-après :

- Définir un cadre mettant le sport au service de la paix et du développement pour une application plus efficace du Plan d'action dans le respect et l'utilisation des valeurs du sport et de l'éducation physique;
- Promouvoir de nouvelles directives visant à fondre le sport dans des stratégies transversales de développement en continuant d'utiliser, d'affiner et de perfectionner les outils disponibles;

- Renforcer les partenariats fondés sur les objectifs de développement mondiaux, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement et fournir aux partenaires un dénominateur et un programme communs en se servant du sport comme d'un outil efficient;
- Inclure le sport et l'éducation physique dans les politiques et programmes de développement nationaux, régionaux et internationaux et s'engager résolument en faveur de l'aboutissement des initiatives de paix et de développement liées au sport;
- Mobiliser des ressources accrues afin de favoriser l'application durable du Plan d'action et mettre en place des mécanismes de financement grâce à des arrangements entre plusieurs intervenants et des arrangements de partenariat novateurs librement conclus;
- Promouvoir davantage les investissements en vue de développer les infrastructures et les installations sportives, y compris les ressources destinées à faciliter l'accès au sport des enfants, des jeunes et des groupes marginalisés, et d'appuyer les programmes de science et de médecine sportives;
- Encourager les organismes d'aide à mentionner expressément le sport et l'éducation physique dans leurs documents directifs en tant qu'outil reconnu et légitime qui peut se voir allouer un financement au titre des budgets d'aide des gouvernements nationaux;
- Faire en sorte que le sport et l'éducation physique soient plus accessibles à des segments plus nombreux de la population mondiale, surtout les enfants et les femmes, dont le droit au jeu est encore méconnu;
- Élaborer et renforcer un cadre plus global de suivi et d'évaluation avec de rigoureux outils scientifiques, présenter les résultats et recueillir et diffuser les enseignements tirés;
- Utiliser plus énergiquement le sport et l'éducation physique pour contribuer à enrayer la propagation du VIH/sida, en particulier parmi les jeunes, et combattre l'obésité par la promotion de l'exercice physique, en tant qu'élément d'un mode de vie sain pour des individus de tous âges et de tous horizons;
- Encourager les femmes et les jeunes filles à participer plus largement aux activités sportives, ce qui est un moyen efficace pour promouvoir l'émancipation des femmes;
- Inciter les sportifs célèbres à agir en tant que porte-parole et ambassadeurs itinérants en vue de favoriser le respect des valeurs positives du sport et la réalisation des objectifs de développement;
- Encourager les gouvernements et les organisations sportives internationales à aider les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, dans les efforts qu'ils déploient pour renforcer leurs moyens dans les domaines du sport et de l'éducation physique, en leur proposant des données d'expérience et des pratiques de référence nationales, et en les dotant des ressources financières, techniques et logistiques;
- Renforcer la coopération du Comité international olympique, du Comité international paralympique, de la FIFA et des organisations sportives avec le

système des Nations Unies, les États Membres et le secteur des ONG dans la promotion des politiques de paix et de développement;

- Demander à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention internationale contre le dopage dans le sport et d'accroître la coordination internationale pour lutter plus efficacement contre le dopage;
 - Engager les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les autres parties intéressées à faire progresser le sport au service de la paix et du développement au moyen de manifestations sportives innovantes, de conférences et réunions spéciales, et à inclure le sport au programme des grandes rencontres nationales et internationales, comme le Forum économique mondial;
 - Inviter les États Membres à verser des contributions volontaires pour garantir une exécution et un suivi adéquats des activités du Bureau pour le sport au service de la paix et du développement à Genève et à New York.
-